

Larzac : toujours vivant

Les 13 et 14 août, le Larzac se peuplera à nouveau de tous ceux, qui aux côtés des paysans luttent contre l'état capitaliste, centralisateur, exploiteur et nucléaire. En août 1974, nous étions plus de cent mille sur le Larzac. Depuis, la lutte a continué sous d'autres formes.

Mais trois ans après, en organisant un nouveau rassemblement, les paysans veulent affirmer que le Larzac est toujours là, bien vivant. Ils veulent vivre en conservant leurs racines, sans « l'aménagement » colporteur de camps militaires, centrales nucléaires, barrages... Dans une conférence de presse, tenue le 3 août à Paris, ils ont dressé un bilan de leur situation actuelle. Nous en publions les extraits essentiels.

« Sur le plan juridique, l'arrêté d'Utilité Publique, confirmé par le Conseil d'Etat, aura cinq ans le 26 décembre, et atteindra ainsi sa date limite, mais le préfet peut le proroger pour cinq ans. Entre la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) et la phase finale de l'expropriation (ordonnances d'expropriation), il ne manque qu'une formalité, l'arrêté de cessibilité. Celui-ci, plusieurs fois annoncé et brandi comme une menace par les pouvoirs publics depuis 1975, n'a jamais été pris ; et il semble peu probable qu'il intervienne maintenant avant les élections. D'ores et déjà, l'administration a perdu son pari : la dernière récolte ne sera pas celle de 1977.

des militaires s'installent...

Sur le plan foncier, la situation est complexe. L'« Antenne génie-Domains » a acquis à ce jour un peu plus de quatre mille hectares à l'amiable. Mais terres et bâtiments acquis à l'amiable sont souvent toujours occupés, soit légalement par des fermiers, soit illégalement (comme la ferme des Truelsau Nord). Depuis octobre 1976, les militaires ont inauguré une nouvelle tactique en installant des postes fortifiés dans les fermes récemment achetées : il en existe actuellement quatre, deux au nord-est (les Tourmets et Cavaliès et deux au sud du périmètre (Le Cun et La Salvetat). On peut au passage se poser le problème d'une Utilité Publique qui recourt pour s'imposer à des méthodes coloniales.



D'autre part, depuis décembre 1973, il existe un « contre-achat amiable », par le groupement Foncier Agricole du Larzac. Financé par des « capitaux militants » (sous forme de parts de mille francs), le GFA a permis jusqu'à présent de souffler à l'armée un peu plus de mille hectares (pour un capital d'un demi milliard d'A.F.), dans des zones « stratégiques ». Mille hectares d'un côté, quatre mille hectares de l'autre, cette analyse de la situation foncière ne semble pas en notre faveur, mais elle l'est objectivement si l'on considère que, de l'aveu même de l'administration, ne pas arriver en cinq ans à 30% d'achats amiables constitue un échec sans précédent dans un projet de ce type (ex. : Canjuers 91 % d'achats amiables en 5 ans).

Certes les pressions économiques (interdictions de construire, blocages de prêts ou de subventions...) et la durée de la lutte ont entraîné, surtout chez les paysans les moins touchés par le projet, une certaine démobilisation. Mais on est très loin du « pourrissement » espéré par le gouvernement. Là aussi, le pouvoir a échoué, et la résistance n'est pas sérieusement entamée.

qu'ils y croupissent !

Nous voulons que le Larzac remplisse à nouveau pendant deux jours son rôle de lieu de rencontres, d'échanges, d'expression. Tous ceux qui à Malville, à Naussac, dans le midi viticole, et un peu partout en France, luttent pour « vivre et travailler au pays » vont se retrouver pour tirer les enseignements d'un été riche en marches et manifestations de toute sorte.

Nous voulons que ce rassemblement soit « offensif ». Que faut-il faire pour être « offensif » ? Attaquer le camp militaire ? ou des fortins ? Les militaires seraient ravis de jouer à la « guéguerre », et nous préférons les laisser croupir dans leurs retranchements. Alors ? Nous allons « seulement » marcher, et nous réunir

sur le terrain militaire. Là, au réceptacle même du champ de tir, nous réaffirmerons notre volonté inébranlable d'empêcher l'extension du camp. Il n'y aura rien à casser.

Certes la gauche a pris des engagements vis-à-vis du Larzac. Mais si en 78 le Larzac est oublié, si ses défenseurs sont devenus trop minoritaires, les élections ne pourraient rien résoudre. Pour pouvoir rappeler le moment venu aux élus de la gauche leurs engagements, nous pensons qu'il est nécessaire de

montrer que le Larzac représente une force réelle, sur le terrain, et dans l'opinion. Et si la droite gagne les élections, il faut également qu'elle sache que la lutte continuera, qu'il y a sur le Larzac, et dans toute la France, des gens résolus à empêcher coûte que coûte l'extension du camp. ».

Les paysans du Larzac ■